

En 2100, 40 % de l'humanité sera africaine

A la fin du siècle, la part du continent dans la démographie mondiale sera comparable à celle de l'Asie, selon l'ONU

Un jeune Terrien sur trois âgé de 15 à 29 ans vivra en Afrique en 2050. C'est probablement la donnée la plus marquante de l'évolution de la démographie mondiale telle que la prévoient désormais les Nations unies.

Le tableau global est connu. De 7,5 milliards d'individus, la population de la planète passera à 9,8 milliards en 2050 pour atteindre, probablement, 11,2 milliards à la fin du XXI^e siècle. Les deux géants resteront la Chine et l'Inde, qui comptent aujourd'hui respectivement 1,4 milliard et 1,3 milliard d'habitants, soit, à eux deux, plus du tiers de la population mondiale. Dès 2024, le classement s'inversera, l'Inde dépassant alors la Chine.

Mais c'est en Afrique que la population va croître le plus. Le seul Nigeria sera passé de quelque 191 millions d'habitants à plus de 410 millions en 2030, délogeant de la sorte les Etats-Unis de la troisième place mondiale.

Dans son rapport « Perspectives de la population mondiale, la révision de 2017 », publié le 21 juin, le département des affaires économiques et sociales (DESA) de l'ONU prévoit que « de 2017 à 2050, la moitié de la croissance de la population mondiale sera concentrée dans seulement neuf pays classés en fonction de leur contribution à la croissance démographique mondiale : l'Inde, le Nigeria, la République démocratique du Congo, le Pakistan, l'Ethiopie, la Tanzanie, les Etats-Unis, l'Ouganda et l'Indonésie ».

L'Afrique, qui compte aujourd'hui 1,3 milliard d'habitants représentant 17 % de la population mondiale, en totalisera près de 4,5 milliards à l'horizon 2100, soit 40 % de l'humanité. Elle aura alors quasiment rejoint l'Asie, qui aura régressé de 60 % à 43 % de la population planétaire (4,8 milliards d'habitants contre 4,5 milliards actuellement). En cause, le ralentissement de la démographie chinoise, puis son lent déclin dans la deuxième moitié du siècle.

Pourquoi donc l'Afrique connaît-elle une telle explosion ? « La transition démographique y a commencé plus tardivement que sur les autres continents et elle est toujours dans une phase intermédiaire, avec une mortalité en baisse mais des taux de fécondité toujours importants », explique Gilles Pison, professeur au Muséum national d'histoire naturelle et chercheur associé à l'Institut national d'études démographiques (INED).

Transition démographique en cours

La transition démographique se fait par deux phénomènes conjugués, l'amélioration

des conditions de vie, qui se traduit par un allongement de sa durée, et la diminution de la fécondité par le contrôle des naissances. On passe d'une natalité et d'une mortalité importantes qui se contrebalancent à un nouvel équilibre, avec moins de naissances et moins de décès. Dans cette période de transition, précise le démographe, il peut exister un décalage entre les deux tendances, avec des naissances toujours nombreuses alors que la mortalité régresse.

En Europe et en Amérique du Nord, cette transition est terminée. « La baisse de la mortalité survient dès la fin du XVIII^e siècle en Europe et en Amérique du Nord, avec la fin des famines et les premières vaccinations. Un demi-siècle plus tard, apparaissent les premiers signes de contrôle des naissances. L'Amérique du Sud, elle, est entrée dans la transition démographique au cours du XX^e siècle », détaille Gilles Pison.

Le continent africain en est encore à la première phase de cette transition. Mais, prévient Jean-François Kobiané, démographe et directeur de l'Institut supérieur des sciences de la population à Ouagadougou, il serait erroné de considérer le continent comme un tout homogène. « La situation est très variable, décrit-il. Les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre connaissent encore des taux de fécondité de cinq à six enfants par femme, l'Afrique de l'Est et australe de trois à quatre, alors qu'en Afrique du Nord, les taux sont comparables à ceux des pays occidentaux [autour de deux enfants]. »

La fécondité se décline aussi diversement à l'intérieur même d'un pays. « Au

Avec plus de 410 millions d'habitants en 2030, le Nigeria aura détrôné les Etats-Unis de la troisième place mondiale

Burkina Faso, elle est de trois enfants par femme à Ouagadougou, et de six en milieu rural. Au sein même de la capitale, des différences apparaissent entre les milieux sociaux, les foyers plus aisés et disposant d'un niveau d'instruction supérieur faisant moins d'enfants. Et ce schéma n'est pas propre à ce pays », précise le démographe.

« Mots choquants »

L'évolution se fait aussi du point de vue de l'éducation, en particulier celle des

jeunes filles. Une scolarisation plus importante de celles-ci se traduit par un mariage et une entrée dans la « vie féconde » plus tardifs. Les problématiques sanitaires jouent également un rôle important dans la transition démographique. Enfin, l'urbanisation galopante – un milliard d'Africains devraient vivre en ville dans les vingt prochaines années – pourrait se traduire par une limitation de la fécondité, la taille des familles ayant tendance à se réduire.

Autant dire que les propos sur le développement et la fécondité africaine du président de la République française, le 8 juillet en marge du sommet du G20 à Hambourg, n'ont guère plu au démographe. « Quand des pays ont encore sept à huit enfants par femme, vous pouvez décider d'y dépenser des milliards d'euros, vous ne stabiliserez rien », avait déclaré Emmanuel Macron.

« Ces mots sont choquants, rétorque Jean-François Kobiané. L'évolution démographique est malheureusement souvent vue sous le seul angle de la fécondité

et on se focalise sur une baisse préalable de celle-ci. Pour avoir des résultats, il faut surtout que les femmes aient un accès plus important à l'éducation et que les systèmes de santé s'améliorent. »

Faute de telles politiques, l'explosion démographique africaine pourrait résonner dans le monde entier. Si les conditions qui déterminent la fécondité sur le continent ne changent pas, et si celle-ci remontait dans les pays où elle est très basse (Europe, Chine) pour se stabiliser au-dessus de deux enfants par femme, la conséquence serait une croissance ininterrompue et un risque de population mondiale en surnombre, prévient Gilles Pison.

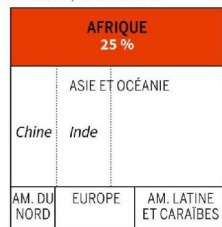
« L'humanité n'échappera pas à un surcroît de deux à trois milliards d'habitants d'ici à 2050, en raison de l'inertie démographique que nul ne peut empêcher. Il est en revanche possible d'agir sur les modes de vie, et ceci sans attendre, afin de les rendre plus respectueux de l'environnement et plus économes en ressources », estime le démographe dans un article paru le 24 juillet sur le site *The Conversation*.

Le dynamisme démographique africain est aussi une chance. « Quand la fertilité tombe au-dessous du seuil de 2,1 naissances par femme, le nombre de bébés qui arrivent chaque année est insuffisant pour remplacer la génération des parents », rappelle John Wilmoth, le directeur du DESA. Car le vieillissement de la population mondiale est un autre risque pour la planète. ■

RÉMI BARROUX

Un quart de l'humanité sera africain en 2050

PART DE L'AFRIQUE DANS LA POPULATION MONDIALE, EN 2050 EN %



TOP 3 DES PAYS LES PLUS PEUPLÉS, PART DANS LA POPULATION MONDIALE, EN %

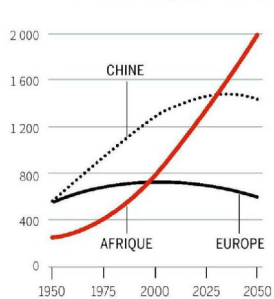


2,4 milliards d'habitants en 2050

En un siècle, la population de l'Afrique aura été multipliée par 10,5

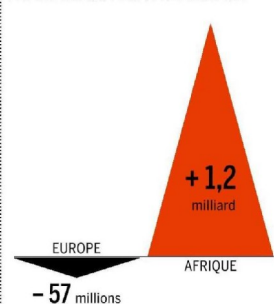
A ce rythme, le monde compterait 15 milliards d'habitants en 2050, au lieu de 9,55 milliards selon les prévisions.

ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE, EN MILLIONS



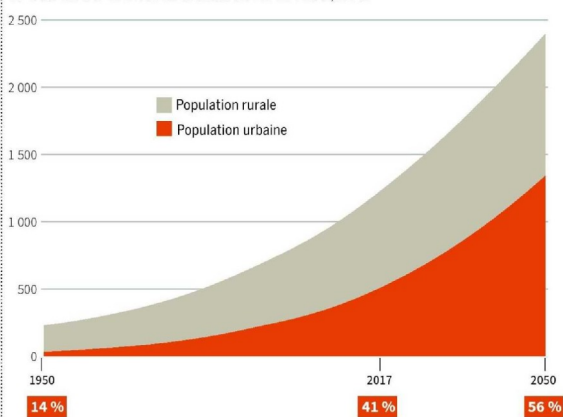
Les jeunes actifs seront en Afrique

NOMBRE D'ACTIFS SUPPLÉMENTAIRES EN 2050 PAR RAPPORT À AUJOURD'HUI

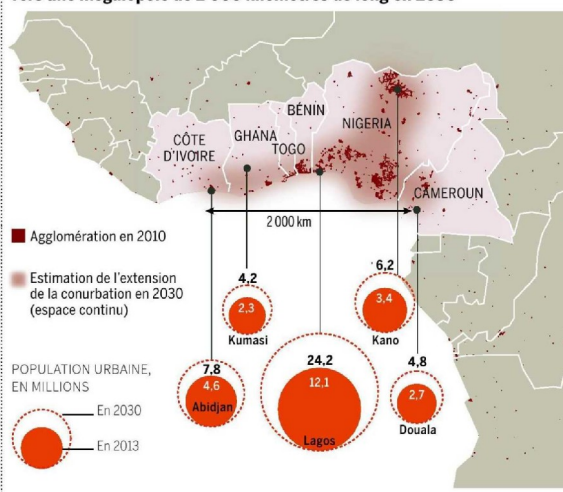


Plus d'un Africain sur deux vivra en ville en 2050

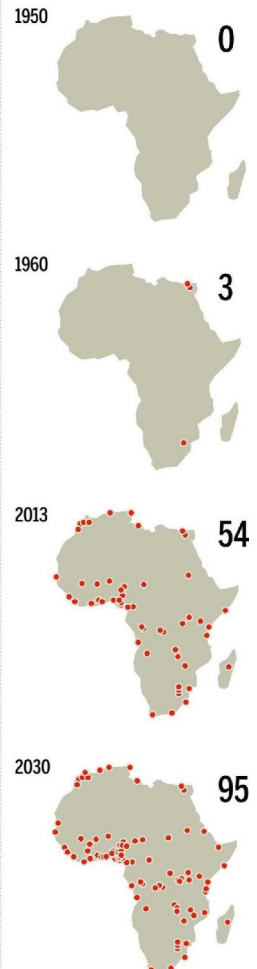
ÉVOLUTION DE LA POPULATION EN AFRIQUE, EN MILLIONS, ET PART DE LA POPULATION URBAINE DANS LE TOTAL, EN %



Vers une mégalopole de 2 000 kilomètres de long en 2030

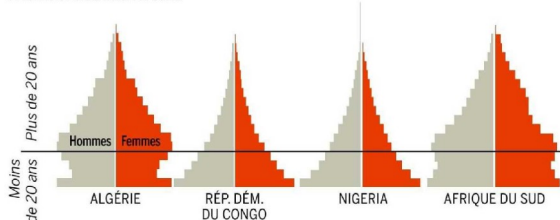


Les villes de plus de 1 million d'habitants



Un Africain sur deux a moins de 18 ans

PYRAMIDE DES ÂGES EN 2010



SOURCES : NATIONS UNIES ; BANQUE MONDIALE - INFOGRAPHIE LE MONDE

Les défis colossaux d'une urbanisation galopante

D'ici vingt ans, un milliard d'Africains vivront dans des villes au développement anarchique

A leur tour, les Africains sont attirés par les lumières de la ville. En vingt ans, la population urbaine du continent a été multipliée par deux (472 millions d'habitants en 2015, selon les Nations unies), et elle devrait encore presque doubler au cours des vingt prochaines années, pour frôler le milliard d'habitants. L'Afrique deviendra alors à majorité urbaine, vingt-cinq ans après l'Asie de l'Est – la Chine a franchi ce seuil en 2011 –, soixante-quinze ans après l'Amérique latine et quatre-vingt-cinq ans après la France.

L'urbanisation accompagne la transformation des économies, avec le passage de sociétés rurales peu productives à des systèmes plus complexes dans lesquels les industries et les services prennent progressivement une place prépondérante. C'est du moins ce qui s'était produit jusqu'à présent. Mais l'Afrique suivra-t-elle le

même schéma et ses villes sont-elles prêtes à faire le bond ? Le scénario africain déroge aux modèles du passé, largement théorisés.

Les villes africaines se gonflent avant tout de leur propre croissance : l'exode rural n'est responsable que pour un tiers de ces cohortes de nouveaux citadins à qui il faut donner un accès au travail, au logement, à l'école, à la santé... Les nouveaux métiers, hier promesse d'une vie meilleure pour les migrants, ne concernent pour l'instant qu'une minorité, rangée dans la catégorie de « la nouvelle classe moyenne », tandis que le secteur informel absorbe le trop-plein de main-d'œuvre.

Derrière la marina

« Ce que nous enseigne l'histoire ne s'applique pas à l'Afrique. Les villes africaines vont devoir résoudre des défis sociaux et environnementaux qu'aucune autre n'a eu à affronter », analyse Henri-Bernard Solignac-

Lecomte, du centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Un chiffre éclaire les conditions différentes dans lesquelles se fabriquent les villes africaines : le revenu moyen par habitant à un stade comparable d'urbanisation. « Lorsque les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont atteint un taux d'urbanisation de 40 %, leur PIB par habitant était de 1 800 dollars [1 500 euros]. Et lorsque les pays d'Asie de l'Est et du Pacifique ont dépassé ce même seuil, ce revenu s'élevait à 3 600 dollars. En Afrique [subsaharienne], il atteint seulement 1 000 dollars », écrivent les auteurs du rapport « Ouvrir les villes africaines au monde », publié par la Banque mondiale en février 2017. Et de conclure : « L'Afrique s'urbanise en restant pauvre. »

Les bidonvilles progressent au rythme de cette poussée démographique que les Etats et les col-

lectivités locales dépourvues de moyens suffisants se trouvent dans l'incapacité de réguler. Aujourd'hui, plus de 60 % des urbains vivent dans des abris insalubres. « La pauvreté est le premier problème que doivent régler les villes africaines », confirme Madani Tall, ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale et aujourd'hui président d'Envol Immobilier, un cabinet spécialisé dans la conception de grands projets immobiliers sur le continent.

« Dakar a été conçue pour 300 000 habitants, elle en a aujourd'hui 3 millions, poursuit-il. Les équipements publics n'ont pas suivi. » A commencer par les infrastructures nécessaires au fonctionnement de l'Etat, dimensionnées pour 26 000 agents quand ils sont aujourd'hui 140 000. Chaque administration est ainsi contrainte de louer des immeubles privés disséminés à travers la ville pour loger ses fonctionnaires.

Les nouveaux métiers ne concernent qu'une minorité des arrivants : le secteur informel absorbe le trop-plein

Pénuries d'eau, manque d'accès à l'électricité, absence de systèmes d'assainissement, congestion des transports... Cette litanie se retrouve dans toutes les villes africaines, derrière les gratte-ciel et la marina de Luanda, «*la ville la plus chère au monde pour les expatriés*» selon le classement du cabinet américain Mercer, comme dans le chaos de Kinshasa ou de Lagos, deux mégacités de plus de 10 millions d'habitants.

«*Dans des villes sous-équipées, la pollution de l'air se profile*

comme un problème important», souligne M. Solignac-Lecomte, rappelant que le nombre de décès prématurés liés à la pollution atmosphérique était en 2013 supérieur à celui attribué à la malnutrition infantile ou à l'absence d'eau potable.

Îlots de chaleur

Générateurs au diesel, combustion des ordures, utilisation du charbon de bois pour cuisiner, véhicules anciens, crachent un cocktail que les villes occidentales n'ont jamais respiré, pointent les experts de l'OCDE dans une étude parue en 2016, dans laquelle ils avouent «*ne savoir tout simplement pas quelles conséquences cela aura d'ici quelques décennies*». Onitsha, située le long du fleuve Niger, dans le sud du Nigeria, fait partie des dix villes les plus polluées du monde, avec un niveau de particules fines trente fois supérieur aux normes de l'Organisation mondiale de la santé.

Faute de planification urbaine, les villes s'étalent. Kampala, la capitale de l'Ouganda, dont la croissance est l'une des plus rapides du continent, a vu son emprise passer de 71 km² à 386 km² entre 1989 et 2010. Les experts prévoient qu'à ce rythme, elle atteindra 1 000 km² en 2030, avec le risque de voir disparaître forêts et zones humides.

Dans un article publié en 2012 dans la revue américaine *PNAS*, Karen Seto, chercheuse à l'université Yale, et ses coauteurs dessinaient un continent où la croissance urbaine se concentrerait autour de cinq axes : la vallée du Nil en Egypte, la côte ouest-africaine avec le golfe de Guinée, la région de Kano dans le nord du Nigeria, Addis-Abeba et sa périphérie en Ethiopie et la rive septentrionale du lac Victoria. Dans ce dernier cas, écrivaient-ils, «*il existe une forte probabilité pour que l'espace compris entre Kampala en Ouganda et Kisumu au Kenya se transforme en une unique*

conurbation». Une future ville qui s'étirerait sur 300 kilomètres.

Cette course anarchique à l'espace est d'autant plus inquiétante que l'Afrique est particulièrement exposée aux conséquences du changement climatique. Parmi les dix pays les plus vulnérables au réchauffement, sept sont africains : la Centrafrique, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Nigeria, la Sierra Leone, le Tchad et le Soudan.

La destruction des littoraux, la déforestation, l'artificialisation des sols accroissent les conséquences des inondations auxquelles sont exposés, plus que d'autres, ces villes tropicales. Les îlots de chaleur urbains s'annoncent comme un problème grandissant. Selon l'OCDE, d'ici à 2080, plus de 900 000 personnes par an pourraient mourir en raison de ce stress thermique. ■

LAURENCE CARMEL

Entre bidonvilles et smart cities, à la recherche de villes durables

L'AFRIQUE EST-ELLE CONDAMNÉE à un développement urbain incontrôlé? «*Rien n'est encore écrit, les Africains ont le choix. Ils peuvent continuer de consommer leurs espaces naturels ou choisir de construire des villes durables, même si jusqu'à présent la réflexion reste faible. L'innovation passe par l'importation d'idées venues d'ailleurs et par la reproduction de modèles incarnant une forme de réussite*», estime Jérôme Chenal, architecte et urbaniste.

Que l'Afrique ait été le seul continent à proposer une contribution unique au nouvel agenda urbain des Nations unies, en 2016, pourrait être le signe qu'elle a pris conscience des enjeux de son urbanisation. La nomination de Mpho Parks Tau, l'ancien maire de Johannesburg, à la tête des Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), une organisation qui regroupe des villes et des associations locales de 136 pays, témoigne peut-être aussi de ce changement.

Villes nouvelles, éco-cités, villes intelligentes, technopoles poussent en périphérie des

vieilles capitales pour apporter une réponse clé en main aux maux des villes actuelles. Elles sont à la fois le moyen de satisfaire les aspirations des nouvelles élites urbaines et une façon de se projeter dans l'avenir.

«Silicon Savannah»

Elles sont parfois financées par l'Etat, comme Kilamba, en Angola, construite par des sociétés chinoises à 30 kilomètres au sud de Luanda, ou Centenary City au Nigeria, dans la banlieue d'Abuja. Développé par le groupe privé émirati Eagle Hills sous forme de partenariat public-privé, ce dernier projet, d'un coût de 18 milliards de dollars (15,5 milliards d'euros) sur dix ans, promet une ville verte de 137 000 résidents et de 500 000 emplois.

Au Kenya, la cité technologique de Konza doit devenir la vitrine d'une «Silicon Savannah» où s'invente l'économie numérique africaine. Au Maroc, neuf villes durables sont programmées. D'autres projets plus modestes sont purement privés :

Appolonia, au Ghana, mêle centres d'affaires et habitat pavillonnaire en garantissant une «*oasis urbaine*» et des infrastructures de «*classe mondiale*».

Mais ces projets sont loin d'être à l'échelle de la vague humaine qui attend les villes africaines, et rares sont encore les gouvernements qui, à l'instar du Rwanda, essaient de penser leur développement urbain au niveau national. La ville nouvelle africaine est devenue un marché convoité, mais elle ne règlera pas les problèmes des villes actuelles.

«*Il existe un décalage entre les attentes immédiates des citoyens et le discours à la mode sur les smart cities. On cherche à faire venir Polytechnique quand souvent il n'y a même pas les toilettes*», pointe Christophe Bachelet, du cabinet juridique DLA Piper, qui aide le Maroc à faire sortir de terre l'éco-cité de Zenata, entre Rabat et Casablanca. *Smart cities* contre bidonvilles? Les villes africaines devront trouver leur voie. ■

L. C.